

## Audition de M. Jan Figel (éducation, culture)

Depuis mai dernier, M. Jan FIGEL, commissaire désigné pour la Slovaquie, partageait le portefeuille "entreprises et société de l'information", avec le commissaire Erkki Liikanen. Reconduit pour la prochaine Commission, il s'est vu proposer cette fois le portefeuille "culture, éducation, formation, multilinguisme". Lors de son audition au Parlement européen, lundi en fin de journée, M. Figel n'a pas caché que ce nouveau portefeuille ne correspondait pas à son premier choix. Mais il a déclaré qu'il l'acceptait comme un défi. Selon lui, les actions à mener dans le domaine de l'éducation sont cruciales pour atteindre les objectifs de Lisbonne et pour favoriser la croissance économique.

Quant à la culture, M. Figel lui attribue un rôle primordial dans le processus d'intégration européenne. Le candidat commissaire a cité Jean Monnet qui, vers la fin de sa vie, aurait dit que s'il pouvait recommencer l'unification européenne, il commencerait par la culture. Pour M. Figel, l'identité européenne, la citoyenneté et la qualité de vie des Européens passent par la culture et l'éducation. *"L'intégration européenne est plus qu'un simple enjeu économique ou géographique, a-t-il dit. C'est aussi une question de valeurs, de civilisation et de patrimoine culturel."*

### La stratégie de Lisbonne

M. Figel a estimé que *"la stratégie de Lisbonne est plus ambitieuse que tout le projet qui visait à mettre en place le marché intérieur."* Aux questions pessimistes des députés concernant la réalisation des objectifs de Lisbonne, qui visent à améliorer la compétitivité et la qualité de l'emploi, le commissaire désigné a répondu qu'il fallait accélérer le travail, tant au niveau communautaire qu'au niveau national. Il faut achever le marché intérieur et abolir les obstacles persistants, notamment les obstacles à la reconnaissance mutuelle des qualifications professionnelles et des diplômes. *"La mobilité doit être fortement accrue à la fois entre régions géographiques et entre domaines d'activités, pour créer un marché du travail européen dynamique"*, a-t-il déclaré. Raison pour laquelle il faut beaucoup miser sur l'apprentissage tout au long de la vie, a-t-il martelé. Ainsi, le système européen de transfert et d'accumulation d'unités de cours capitalisables entre établissements d'enseignement supérieur devrait, selon lui, inspirer un système similaire pour la formation professionnelle.

D'autres efforts sont bien sûr nécessaires, a-t-il dit. Alors que les investissements publics dans le domaine de l'éducation et de la recherche dans les Etats membres sont proches des 3 % du PIB fixés, les investissements privés laissent à désirer surtout si l'on compare avec nos concurrents américains et japonais. *"Les USA ont à la fois la connaissance et le capital, alors qu'en Europe on manque cruellement de capital à risque par exemple en matière de recherche et d'innovation"*, a regretté M. Figel. Selon lui, la Commission va encourager davantage les partenariats entre le secteur privé et le secteur public, et les liens entre les universités et l'industrie. Le commissaire désigné ne s'est pas non plus montré hostile à l'idée de bourses privées. M. Brian CROWLEY (UEN, IE) a attiré son attention sur le fait que, jusqu'à présent, les boursiers d'Erasmus venaient presque exclusivement des milieux favorisés étant donné le montant insuffisant pour le minimum vital, sans aide financière des parents. M. Figel a pris

plaisir à lui répondre en annonçant que la bourse Erasmus sera montée de 150 à 250 euros par mois pour favoriser la participation des étudiants de tous les milieux sociaux.

Se référant aux comparaisons chiffrées de M. Figel, M. Ottaviano DEL TURCO (PSE, IT), président de la commission pour l'Emploi et les Affaires sociales, a fait remarquer *"qu'il était aussi intéressant de regarder ce qui se passe en Inde ou en Chine, et pas seulement au Japon ou aux Etats-Unis"*. A d'autres députés, qui soulignaient l'importance de la coopération public-privé pour permettre à plus de jeunes de participer aux programmes européens, M. Figel a déclaré que *"nous devons encourager les partenariats entre le public et le privé"* et assurer une meilleure participation des jeunes des régions les moins développées d'Europe.

D'autres questions sur l'égalité des chances et sur la cohésion sociale ont été soulevées par les députés, entre autres par M. Tomás ZATLOUKAL (PPE-DE, CZ), qui a parlé des handicapés mais aussi des enfants surdoués, M. Ivo BELET (PPE-DE, BE) qui a évoqué la faible scolarisation des Roms. M. Figel a notamment précisé dans ses réponses que l'objectif européen était de réduire de moitié l'échec scolaire dans les États membres.

### **Quels moyens financiers?**

Les députés de la commission de la Culture et de l'Education ont déploré que le budget de l'Union européenne consacre seulement 1 % à la culture. M. Figel soutient la proposition de porter le budget global de l'Union à 1,24 % du PNB, proposition faite par la Commission Prodi, où les allocations consacrées à la culture et à l'éducation tripleraient. Selon M. Figel, la méthode ouverte de coopération bien que non contraignante pourrait être un moyen efficace d'avancer dans le domaine de l'éducation. Aux députés qui déploraient la faible implication du Parlement dans cette procédure, le candidat commissaire a rétorqué que le Parlement pouvait influencer les choses à travers ses pouvoirs budgétaires. Il les a aussi invités à contribuer, dans le cadre de la codécision, à l'adoption et à la mise en oeuvre de la nouvelle génération de programmes à partir de 2007.

Mme Doris PACK (PPE-DE, DE) s'est inquiétée du programme éducatif Tempus Plus pour les Balkans. Elle a également demandé si l'UE verrait un jour la création d'une action pour la mobilité des professeurs. M. Figel a assuré que la Commission veillerait à la continuité de la coopération avec les Balkans. Il a souligné par ailleurs l'importance des enseignants en tant que multiplicateurs de connaissance et d'opinion et a rappelé qu'une partie du nouveau programme Erasmus Mundus est consacrée à la mobilité des enseignants.

### **2007, année européenne du dialogue interculturel?**

Le député Michael CRAMER (Verts/ALE, DE) a demandé au candidat commissaire si le rideau de fer avait réellement disparu et si l'Europe n'était pas amnésique quand il s'agit de sa propre histoire. Le président de la commission de l'Emploi, M. Ottaviano DEL TURCO (PSE, IT) est allé dans le même sens en évoquant la montée des actes antisémites dans l'Union et en soulignant le rôle pédagogique que devrait jouer la Commission pour éviter l'amalgame dans l'opinion publique entre l'islam et le

terrorisme. M. Figel a reconnu que le dialogue interculturel revêt une importance croissante depuis le 11 septembre 2001, ainsi qu'en témoigne le débat public sur l'immigration, la tolérance et la compréhension mutuelle. Dans son discours initial, M. Figel avait annoncé qu'il proposerait que l'année 2007 soit proclamée "Année européenne du dialogue interculturel".

### **Diversité culturelle**

Mme Christa PRETS (PSE, DE), Mme Marielle DE SARNEZ (ALDE, FR) et d'autres ont souhaité savoir quel rôle la Commission, et éventuellement le Parlement européen, allait jouer dans les travaux de l'UNESCO pour une convention internationale sur la diversité culturelle. La Commission, qui soutient cette initiative, a présenté une proposition au Conseil indiquant qu'elle souhaite représenter l'UE dans ces discussions, notamment en matière de commerce international, a indiqué FIGEL, qui a de même assuré que la Commission, qui représente l'Union à l'OMC, fera le nécessaire pour parer à la libéralisation en matière de culture et d'éducation.

M. Pál SCHMITT (PPE/DE, HU) a souligné la nécessité de maintenir la diversité culturelle en Europe et M. Michael CRAMER (Verts/ALE, DE) a demandé quelles actions concrètes seraient menées dans ce domaine. *"A mon avis, les langues minoritaires font partie de la culture européenne"*, a déclaré le commissaire désigné. Selon lui, même si une solution idéale n'existe pas, les institutions ont besoin d'un soutien financier accru pour promouvoir les langues minoritaires. Une étude de faisabilité est en cours concernant une Agence européenne de la diversité linguistique et, en fonction des résultats, des actions seront entreprises, a indiqué M. Figel.

### **Simplification législative**

Selon M. Figel, la méthode ouverte de coordination gagne en importance et permet aux Etats membres de développer progressivement leurs politiques. Il accueille favorablement les initiatives du Parlement et attend de pouvoir travailler sur des propositions concrètes. *"La simplification législative pourrait aider à promouvoir l'excellence, tant pour les personnes plus douées que pour les personnes handicapées, sans discrimination"*, a-t-il ajouté.

Certains députés ont déploré les procédures lentes et compliquées qui affectent les programmes communautaires. Mme Marielle DE SARNEZ (ADLE, FR) a demandé des améliorations concrètes et le commissaire désigné lui a répondu qu'après le 1er novembre, c'est-à-dire quand il sera entré en fonction, il accélérerait la mise en oeuvre des réformes. De nouveaux programmes visent à accroître le nombre de citoyens qui bénéficieront de la mobilité à des fins éducatives. l'objectif est qu'un étudiant sur 20 dans l'Union participe au programme Comenius. Selon les attentes de M. Figel, 3 millions d'étudiants devraient participer à Erasmus d'ici 2011, le programme Leonardo da Vinci devrait permettre 150 000 placements de formation et 25 000 adultes devraient bénéficier du programme Grundtvig d'ici 2013.

Plusieurs députés ont demandé à M. Figel de clarifier son idée de "meilleure régulation". Il s'agit essentiellement, selon le commissaire désigné, de réglementations plus légères, qui soient mieux préparées, approfondies et basées sur des consultations plus longues mais simplifiées.

## **Un cadre légal pour le sport**

La politique sportive européenne n'aura de base légale qu'après la ratification du Traité constitutionnel, espérée pour 2006. Mme Christa PRETS (PSE, AT) a demandé au commissaire désigné ce qu'il comptait faire dans ce domaine en attendant. *"Le sport fait partie de notre culture"*, a-t-il répondu, et il a un rôle éducatif important tant du point de vue physique que moral. Pour M. Figel, il faut s'attaquer davantage à cette question car c'est important pour les citoyens de l'Union. Le sport est, selon lui, un moyen d'impliquer les citoyens dans le projet européen. D'autres étapes sont prévues quand on aura dressé le bilan de l'Année européenne de l'éducation par le sport (2004).

## **Informers mieux les jeunes**

M. Emmanouil MAVROMMATIS (PPE-DE, EL) a demandé au commissaire désigné qu'il y ait des campagnes d'information sur l'Europe spécifiquement dédiées aux jeunes et a indiqué que 50 % des jeunes souhaitent davantage d'information de la part des autorités publiques. *"La jeunesse est notre richesse et notre futur"*, a dit M. Figel. *"Un dialogue plus actif avec les jeunes dans l'Europe élargie est essentiel."*

27. 09. 2004

*Commission de la Culture et de l'Education*

*Commission pour l'Emploi et les Affaires sociales*

*Présidents: Nikolaus SIFUNAKIS (PSE, GR) Ottaviano DEL TURCO (PSE, IT)*

*Plus d'information:*

*Pernilla JOURDE - tél. +32 (0)2 284 34 11, e-mail: [pjourde@europarl.eu.int](mailto:pjourde@europarl.eu.int)*

*Boglárka BORBÉLY - tél. +32 (0)2 283 11 14, e-mail: [bborbely@europarl.eu.int](mailto:bborbely@europarl.eu.int)*

*Miriam ORIESKOVA - tél. +32 (0)2 283 10 54, e-mail: [morieskova@europarl.eu.int](mailto:morieskova@europarl.eu.int)*